

SOL EN SI

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
24, rue du Lieutenant Lebrun
93000 BOBIGNY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

SOL EN SI

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901
24, rue du Lieutenant Lebrun
93000 BOBIGNY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association SOL EN SI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOL EN SI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement ANC n°2022-06 dès l'exercice 2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

En application de la loi, nous vous signalons que notre rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 n'a pas été publié sur le site internet de la Direction de l'Information Légale et Administrative conformément aux dispositions du décret n° 2009-540 du 14 mai 2009.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Malakoff, le 3 avril 2025

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO IDF AUDIT

Cédric BURGUIERE

Associé

Signé par Cedric Burguiere
Le 03/04/25

ID: tx_xzzeGDV33omA

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Caroline DORIZON

Associée

Signé par Caroline DORIZON
Le 03/04/25

ID: tx_xzzeGDV33omA

Signed with

Universign

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

SOL EN SI

Exercice clos le 31 décembre 2024

Bilan Actif	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissement Dépréciation	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 704	1 704	0	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Autres immobilisations incorporelles	4 218	4 192	26	0
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 524		1 524	1 524
Constructions	889 868	797 026	92 842	141 819
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours	9 900		9 900	0
Autres immobilisations corporelles	582 968	499 825	83 143	71 729
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	9 251	7 159	2 092	6 235
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	3 411		3 411	3 761
TOTAL (I)	1 502 844	1 309 906	192 937	225 069
ACTIF CIRCULANT				
Stock et en-cours	1 961		1 961	3 240
Créances				
Créances clients, usagers et compte rattachés	11 886	184	11 702	8 405
Créances reçu par legs ou donations				
Autres	1 092 928	10 012	1 082 917	1 305 178
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	268 489		268 489	308 393
Charges constatées d'avance	15 796		15 796	15 112
TOTAL (II)	1 391 060	10 196	1 380 864	1 640 328
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 893 904	1 320 102	1 573 802	1 865 397

Bilan Passif	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	35 686	35 686
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	196 856	225 874
Excédent ou déficit de l'exercice	2 347	(29 018)
Situation nette (sous total)	234 889	232 543
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	143 300	167 586
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	378 189	400 128
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	193 028	185 000
Fonds dédiés		
TOTAL (II)	193 028	185 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	70 798	114 247
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	68 798	85 489
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	214 658	183 517
Redevables créditeurs	17 438	5 418
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	525	0
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	630 367	891 598
TOTAL (IV)	1 002 584	1 280 269
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 573 802	1 865 397

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	280	380	(100)
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de service	602 755	588 381	14 374
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	857 464	836 629	20 835
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels	13 934	20 094	(6 160)
Mécénats	65 500	68 500	(3 000)
Legs, donations et assurances-vie	116 155	2 617	113 539
Contributions financières	148 875	147 805	1 070
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	16 403	13 782	2 621
Utilisations des fonds dédiés	1 972	60 000	(58 028)
Autres produits	7 817	16 546	(8 729)
TOTAL (I)	1 831 155	1 754 734	76 422
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	378 922	419 401	(40 479)
Aides financières	60 309	46 530	13 779
Impôts, taxes et versements assimilés	86 826	85 830	996
Salaires et traitements	904 336	908 505	(4 169)
Charges sociales	305 953	298 256	7 697
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	74 909	73 155	1 755
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	4 397	0	4 397
Dotations aux provisions			
Reports en fonds dédiés	10 000	0	10 000
Autres charges	2 231	2 294	(64)
TOTAL (II)	1 827 884	1 833 972	(6 088)
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	3 271	(79 238)	82 509
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	19	2	18
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (III)	19	2	18
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées	944	1 376	(432)
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (IV)	944	1 376	(432)
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	(924)	(1 374)	450

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Variation relative (montant)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	2 347	(80 612)	82 959
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	0	32 551	(32 551)
Sur opérations en capital	0	50 076	(50 076)
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
TOTAL (V)	0	82 627	(82 627)
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	0	31 032	(31 032)
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
TOTAL (VI)	0	31 032	(31 032)
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	51 595	(51 595)
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)	1 831 175	1 837 362	(6 187)
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 828 828	1 866 380	(37 552)
EXCEDENT OU DEFICIT	2 347	(29 018)	31 365
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	32 216	19 994	12 222
Prestations en nature			
Bénévolat	54 235	66 296	(12 062)
TOTAL	86 450	86 290	160
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens	32 216	19 994	12 222
Prestations en nature			
Personnel bénévole	54 235	66 296	(12 062)
TOTAL	86 450	86 290	160

DOCUMENTS DE SYNTHÈSE 2024

Comptes annuels
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

ANNEXE COMPTABLE

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.
Ces comptes annuels ont été arrêtés le 21/03/2025.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'élaboration et la présentation des comptes annuels ont été effectuées conformément aux principes comptables généralement admis en France selon la réglementation en vigueur résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation comptable.

Les comptes de l'exercice ont ainsi été arrêtés, en presumant de la continuité de l'exploitation, sur la base des dispositions du "plan comptable Association; Fondations" conforme à l'arrêté interministériel portant homologation des règlements 2018-06 modifié par le règlement 2020-08 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'application des conventions générales s'est fait dans le respect du principe de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements de biens décomposables :

L'entité non concernée, aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée.

Les bâtiments sont normalement décomposés en « structure » (composant principal) et composants qui sont identifiés distinctement en tant qu'immobilisations amortissables sur une durée d'utilisation propre à chacun d'eux.

Cette méthode de valorisation n'a pas été retenue par l'association.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	10 à 15 ans
- Installations techniques	6 à 15 ans
- Concessions et marques	10 ans
- Logiciels	1 an
- Matériel de bureau	3 ans
- Mobilier	3 à 5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

SUBVENTIONS

1. Subventions d'exploitation

Les subventions sont comptabilisées selon leur nature et utilisées selon les modalités spécifiques à chaque convention de financement.

Les subventions affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'ont pas été encore utilisées à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard sont alors :

- soit comptabilisées en fonds dédiés lorsque la période théorique de financement du projet est clôturée,
- soit comptabilisées en produits constatés d'avance lorsque la subvention est pluriannuelle et que la période théorique de financement n'est pas clôturée.

En fin d'année, si le projet n'est pas encore achevé :

- la valeur des fonds dédiés est équivalente à la différence entre la notification et l'ensemble des dépenses affectées au projet depuis son démarrage ;
- la valeur des produits constatés d'avance est soit déterminée au prorata temporis, soit est équivalente à la différence entre la notification et l'ensemble des dépenses affectées au projet depuis son démarrage selon le type de convention et les activités.

2. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur la même durée que celle relative aux amortissements des biens qu'elles financent.

En cas de financement d'un bien décomposable, ces subventions sont par ailleurs ventilées proportionnellement entre les différents composants. Leur reprise intervient alors au même rythme que l'amortissement des composants.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour la structure, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources aux bénéfices de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Afin d'anticiper l'application obligatoire dès le 01/01/2025 du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, l'association a décidé de reclasser en exploitation les charges et produits exceptionnels.

ANNEXE COMPTABLE

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au total, les mouvements réalisés au cours de l'exercice (investissement, mise au rebut et cessions) se décomposent ainsi :

TABEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. Début d'exercice	Augmentations	
		suite à réévaluation	acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 891		32
Immobilisations incorporelles	5 891		
Terrains	1 524		
Constructions sur sol propre	150 925		
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. générales, agencés & aménagés des constructions	738 943		
Installations techniques, matériel & outillage industriels			
Inst. générales, agencés & aménagement divers	464 632		34 897
Matériel de transport			
Matériel de bureau & informatique, mobilier	80 996		2 443
Emballages récupérables & divers			
Immobilisations corporelles en cours			9 900
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	1 437 020		47 240
Participations évaluées par mise en équivalence	9 235		15
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	3 761		
Immobilisations financières	12 996		15
TOTAL GENERAL	1 455 907		47 255

ANNEXE COMPTABLE

IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. Fin Ex.	Réévaluation légale / valeur d'origine
	Par virt poste	Par Cessions		
Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles			5 922 5 922	
Terrains			1 524	
Constructions sur sol propre			150 925	
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencés & aménagés des constructions			738 943	
Installations techniques, matériel & outillage industriels				
Inst. générales, agencés & aménagement divers			499 529	
Matériel de transport				
Matériel de bureau & informatique, mobilier			83 438	
Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours			9 900	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles			1 484 260	
Participations évaluées par mise en équivalence			9 251	
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		350	3 411	
Immobilisations financières		350	12 662	
TOTAL GENERAL		350	1 502 844	

ANNEXE COMPTABLE

AMORTISSEMENTS

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et/ou d'une dépréciation.

Les actifs font l'objet d'un amortissement dont la durée est déterminée lors de son acquisition compte tenu des caractéristiques techniques du bien et de l'utilisation que l'association entend en faire.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions: amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL	5 891	6		5 896
Terrains				
Constructions sur sol propre	150 925			150 925
Construction sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencés & aménagés des constructions	597 124	48 978		646 101
Inst. générales, agencés & aménagement divers	406 636	19 052		425 688
Matériel de transport				
Matériel de bureau & informatique, mobilier	67 263	6 874		74 138
Emballages récupérables & divers				
TOTAL	1 221 947	74 904		1 296 851
TOTAL GENERAL	1 227 838	74 909		1 302 747

ANNEXE COMPTABLE

VENTILATION DES MOUVMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATION			REPRISES			Mouv. Net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Construction sur sol d'autrui							
Inst. générales, agencés & aménagés des constructions							
Inst. générales, agencés & aménagement divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau & informatique, mobilier							
Emballages récupérables & divers							
TOTAL							
TOTAL GENERAL							

ANNEXE COMPTABLE

MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
RUBRIQUES	Dépréciations début d'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions: reprises de l'exercice	Dépréciations fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Construction sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencés & aménagés des constructions				
Inst. générales, agencés & aménagement divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau & informatique, mobilier				
Emballages récupérables & divers				
Immob. financières: titres mis en équivalence				
Immob. financières: titres de participations	3 000	4 159		7 159
Immob. financières: Autres				
TOTAL	3 000	3 000		7 159
Stocks				
Créances	9 985	238	27	10 196
valeurs mobilières de placement				
TOTAL GENERAL	12 985	3 238	27	17 355

ANNEXE COMPTABLE

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Au 31/12/24, aucune provision pour risques et charges n'a été constituée

ANNEXE COMPTABLE

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ETATS DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	3 411	0	3 411
Créances de l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux et Comptes rattachés	665	665	
Autres créances clients	11 221	11 221	
Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 831	40 831	
Etats & autres coll publiques: Impôts sur les bénéfices			
Etats & autres coll publiques: Taxe sur la valeur ajoutée			
Etats & autres coll publiques: Autres impôts, taxes & versts assimilés			
Etats & autres coll publiques: Divers	1 041 792	951 792	90 000
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	10 306	10 306	
Charges constatées d'avance	15 796	15 796	
TOTAL	1 124 022	1 030 611	93 411
(1) Créances représentatives de titres prêtés			
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux asso (pers.physiques)			

ANNEXE COMPTABLE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCES

CHARGES CONSTATEES D'AVANCES	MONTANT
Exploitation Financières Exceptionnelles	15 796
TOTAL	15 796

PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR INCLUS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières Créances clients et comptes rattachés Autres créances Disponibilités	
TOTAL	

ANNEXE COMPTABLE

FONDS PROPRES ET RÉSERVES

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	35 686							35 686
Report à nouveau	225 874	(29 018)						196 856
Excédent ou déficit de l'exercice	(29 018)	29 018		2 347				2 347
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement	167 586			19 280		43 566		143 300
Provisions réglementées								
Total	400 128	0		21 627		43 566		378 189

ANNEXE COMPTABLE

AFFECTATION DU RESULTAT

Le report à nouveau, après affectation du déficit de 2023 de (29 017,66) €, s'élève à 196 856,32 €.

TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT DEL'EXERCICE PRECEDENT	MONTANT
Report à nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	(29 018)
Prélèvements sur les réserves (à détailler)	
Total des prélèvements sur les réserves	
TOTAL DES ORIGINES	(29 018)
Affectations aux réserve: Réserves légales	
Affectations aux réserve: Autres Réserves	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	(29 018)
TOTAL DES AFFECTATIONS	(29 018)

ANNEXE COMPTABLE

TABEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Les ressources affectées par des tiers à des projets définis, qui n'ont pu encore être utilisées à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard, sont comptabilisées en fonds dédiés lorsque la période financée pour l'action est achevée.

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE	
			MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSEMENT S		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDIES CORRESPONDAN T A DES PROJETS SANS DEPENSE AU COURS DES DEUX DERNIERS EXERCICES
Subventions d'exploitation 2024- DRAC		10 000				10 000	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public 2021- LEGS FERNANDEZ	185 000		1 972			183 028	
Total	185 000	10 000	1 972			193 028	

ANNEXE COMPTABLE

SUIVI DES LEGS ET DONATIONS

Legs et donations autorisés par l'administration	Encaissements	Décassements et virements pour affectation définitive	Solde des legs et donations en début d'exercice	Solde des legs et donations en fin d'exercice
BONNARDEL FAGOO QUEHEN	61 703 36 394 15 554			2 504
TOTAL	113 651			2 504

ANNEXE COMPTABLE

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ETATS DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes etbs de credit(1): à 1 ans max. à l'origine				
Emprunts & dettes etbs de credit(1): à plus d'1 an à l'origine	70 798	43 885	26 913	
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	68 798	68 798		
Personnel et comptes rattachés	858	858		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	182 944	182 944		
Etats & autres coll public: Impôts sur les bénéfices				
Etats & autres coll public: Taxe sur la valeur ajoutée				
Etats & autres coll public: Obligations cautionnées				
Etats & autres coll public: Autres impôts, tax & assimilés	30 855	30 855		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	17 963	17 963		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	630 367	540 367	90 000	
TOTAUX	1 002 584	885 671	116 913	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	43 885			
(2) Montant divers emprunts, dettes/associés				

ANNEXE COMPTABLE

PRODUITS CONSTATES D'AVANCES

PRODUITS CONSTATES D'AVANCES	MONTANT
Exploitation Financiers Exceptionnels	630 367
TOTAL	630 367

CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER INCLUSES LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	24 815 146 025
TOTAL	170 841

ANNEXE COMPTABLE

SPÉCIFICITÉS ASSOCIATIVES

• **Information relatives à la rémunération des dirigeants** : Les trois plus hauts cadres dirigeants, au sens de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, font partis du conseil d'administration et sont toutes des personnes bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération directe ou indirecte par la fondation.

• **L'association bénéficie d'aides non financières ou contributions volontaires** par lesquels des personnes physiques ou morales apportent à l'association un travail, des biens ou d'autres services à titre gratuit.

1. Bénévolat

Il faut noter que les trois plus hauts cadres dirigeants, au sens de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, font partis du conseil d'administration et sont toutes des personnes bénévoles.

Elles ne perçoivent aucune rémunération directe ou indirecte par l'association.

Pour la valorisation du bénévolat, le taux horaire retenu est donc de 11,88 euros de l'heure majorée de charges sociales patronales à hauteur de 13%.

En 2024, le bénévolat est valorisé à 54 234,58 €.

2. Autres contributions volontaires

Les contributions volontaires, qui ont pu être valorisées et comptabilisées, sont les suivantes :

- Agence du don en nature,
- Convention "AIDE ALIMENTAIRE" avec la Banque Alimentaire

La Banque Alimentaire s'engage à mettre à disposition de l'association les denrées alimentaires gratuites qu'elle a reçues selon les quantités qu'elle jugera équitables en fonction, tant de ses disponibilités que des besoins de l'ensemble des associations qu'elle approvisionne.

ENGAGEMENTS DONNÉS

GARANTIES EMPRUNT SOCIETE GENERALE

Garantie hypothécaire

L'emprunt de 300 000 € souscrit par SOL EN SI auprès de la Société Générale le 23/01/2019 est assorti d'une demande de garantie hypothécaire et portant sur l'immeuble de Bobigny (Espace Multi Accueil et un Espace Accompagnement Social) sis au 24 rue du Lieutenant Lebrun - 93000 Bobigny.

ANNEXE COMPTABLE

Nantissements de loyers éventuels

Dans le cas où les biens financés ou donnés en garantie seraient loués, SOL EN SI remet à la Société Générale en nantissement, conformément aux articles 2356 à 2366 du code civil, la créance qu'elle détiendra contre tout locataire ou occupant desdits biens au titre de leur location.

En conséquence, la Société Générale exercera sur la créance affectée en nantissement les droits et actions que lui confère la loi.

En cas de non-paiement par SOL EN SI d'un terme échu en capital, ou intérêts, frais et accessoires, le prêteur deviendra de plein droit, à l'expiration d'un délai de huit jours à compter d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet, pleinement propriétaire de la créance de loyers et pourra donc se faire régler sans délai les sommes dues par le locataire au fur et à mesure de leurs échéances, pour en appliquer le montant au paiement des sommes dues en les imputant, dans l'ordre, sur les frais, les accessoires, les intérêts et le capital.

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Effets escomptés non échus Cautionnements, avals et garanties donnés par la société Engagements assortis de sûretés réelles Intérêts à échoir Assurances à échoir Autres engagements donnés : Contrats de crédits-bails Contrats de locations financement	601					601
TOTAL	601					601
Engagements en matière de pensions						
TOTAL						

ENGAGEMENTS RECUS

La structure n'a bénéficié d'aucun engagement en sa faveur

ANNEXE COMPTABLE

COMMISSAIRES AUX COMPTES

IN EXTENSO

63 ter avenue Edouard Vaillant
92517 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex

MONTANT DES HONORAIRES VERSES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Exercice N	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	10 493	9 965
TOTAL	10 493	9 965

ANNEXE COMPTABLE

LES EFFECTIFS

	Exercice N	Exercice N-1
Personnel salarié :	26,74	29,64
Ingénieurs et cadres	6,01	5,96
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	20,73	23,68
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		
TOTAL	26,74	29,64

ANNEXE COMPTABLE

VENTILATION DES RESSOURCES

PRODUITS	Ressources France	Ressources Export	Total
Recette Halte Garderie	52 934		52 934
Prestations de service CAF	514 947		514 947
Prestations CEJ	30 684		30 684
Prestations Prévention	1 260		1 260
Prestations Banque Alimentaire	216		216
Prestations Lait Couche	2 714		2 714
Autres produits activités annexes	0		0
Redevances droits d'auteurs	-2 351		-2 351
Dons	79 434		79 434
Legs et donations	116 155		116 155
Cotisations	280		280
Ressources	796 274		796 274

ANNEXE COMPTABLE

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel en égard à leurs montants.

Afin d'anticiper l'application obligatoire dès le 01/01/2025 du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, l'association a décidé de reclasser en exploitation les charges et produits exceptionnels.

DESIGNATION	CHARGES	PRODUITS
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		
Dons libéralités	-	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-	
Valeur comptables des éléments d'actif cédés		
Produits exceptionnels sur opération de gestion		
Libéralités reçues		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		-
Quote-part de subvention virée au compte de résultat		-
TOTAL	0	0

Compte de résultat par origine et destination

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	280	280	380	380
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	13 934	13 934	20 094	20 094
- Legs, donations et assurances-vie	116 155	116 155	2 617	2 617
- Mécénat	65 500	65 500	68 500	68 500
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	130 750	130 750	115 400	115 400
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	18 125		32 405	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	626 968		701 105	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	857 464		836 629	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	27		232	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	1 972	1 972	60 000	60 000
TOTAL	1 831 175	328 592	1 837 362	266 991
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme				
Accueil et accompagnement des enfants et des familles touchées par la SIDA	1 777 117	328 592	1 808 454	266 991
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public			-	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	37 314		57 926	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	4 397		-	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	10 000		-	
TOTAL	1 828 828	328 592	1 866 380	266 991
EXCEDENT OU DEFICIT	2 347	-	(29 018)	-

Compte de résultat par origine et destination

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	54 235	54 235	66 296	66 296
Prestations en nature	32 216	32 216	19 994	19 994
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	86 450	86 450	86 290	86 290
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Accueil et accompagnement des enfants et des familles touchées par la SIDA	86 450	86 450	86 290	86 290
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	86 450	86 450	86 290	86 290

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOI DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie	280	380
- Actions réalisées par l'organisme			1.2 Dons, legs et mécénats		
Accueil et accompagnement des enfants et des familles touchées par la SIDA	328 592	266 991	- Dons manuels	13 934	20 094
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Legs, donations et assurances-vie	116 155	2 617
			- Mécénats	65 500	68 500
1.2 Réalisées à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	130 750	115 400
- Actions réalisées par l'organisme					
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France					
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
TOTAL DES EMPLOIS	328 592	266 991	TOTAL DES RESSOURCES	326 620	206 991
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	1 972	60 000
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	
TOTAL	328 592	266 991	TOTAL	328 592	266 991
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES DE L'EXERCICE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisées en France			Bénévolat	54 235	66 296
Accueil et accompagnement des enfants et des familles touchées par la SIDA	86 450	86 290	Prestations en nature	32 216	19 994
Réalisées à l'étranger			Dons en nature		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS					
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL	86 450	86 290	TOTAL	86 450	86 290



FOND DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FOND DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	185 000	185 000
(-) Utilisation	1 972	-
(+) Report	-	-
FOND DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	183 028	185 000

ANNEXE

➤ Règles et méthodes comptables

Principes généraux de la présentation du CROD et du CER

Le Compte de Résultat par Origine et Destination, le Compte d'Emploi annuel des Ressources et ses annexes font partie intégrante de l'annexe aux comptes conformément à l'application du règlement 2018-06 modifié par le règlement 2020-08.

Règles et méthodes retenues pour l'établissement du CROD et du CER

L'association Solidarité Enfants Sida a instauré un système de répartition de ses charges et mis en place une comptabilité analytique par activité.

Aux missions sociales sont imputés les coûts directs (existant du seul fait de la réalisation des missions) ainsi que les charges directes de personnel liées à l'accomplissement de ces missions.

Au 01/01/2024, il n'y avait pas de solde non utilisé liés à la générosité du public.

➤ Informations générales

Objet social de l'OSBL - Définition des missions sociales

Conformément à ses statuts Solidarité Enfants Sida a pour objet de permettre, de susciter et d'encourager la solidarité et l'aide aux enfants et à leurs familles touchées par le SIDA et les hépatites.

Missions sociales

Actions réalisées :

Cette rubrique comprend les dépenses directement liées aux actions d'accueil et d'accompagnement des enfants et des familles touchées par le SIDA, dans les 2 régions d'intervention de l'association : l'Ile-de-France et la région PACA.

Frais d'AGP (nombre de campagnes, coûts internes / coûts externes...)

Les frais d'appel à la générosité consistent en dépenses directes d'affranchissement et d'impression, identifiées analytiquement dans la comptabilité.

Les frais de recherche d'autres fonds correspondent à des dépenses événementielles.

Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement correspondent aux dépenses communes non rattachées à une mission sociale : assurance, commissariat aux comptes, gestion administrative et financière, etc.

Dotations aux amortissements

La dotation aux amortissements des immobilisations est répartie selon l'affectation des investissements aux différentes activités (Missions sociales, Frais de recherche de fonds et Frais de fonctionnement).

Les ressources

Les ressources se composent des éléments suivants :

1- les produits liés à la générosité du public :

1.1 Cotisations sans contrepartie :
Cotisations des volontaires adhérents.

1.2 Dons, legs et mécénat :
Dons et legs spontanés, retours du mailing de sollicitation de nos donateurs.
Produits d'opérations de mécénat.

1.3 Autres produits liés à la générosité du public
Soutien de Solidarité Sida, Sidaction la fondation Jullion et le fond L'Oréal pour les femmes

2 - Produits non liés à la générosité du public :

2.1 Contribution financières
Soutien d'autres partenaires privés.

2.2 Autres produits

- Recettes crèches.
- Droits d'auteur.
- Produits financiers : produits de placements non spéculatifs pour gérer la trésorerie de l'association.
- Reprise de provisions et régularisations sur des opérations des exercices antérieurs, conformément au plan comptable.
- Quotes-parts de subventions d'investissement imputées selon la même règle (à savoir directement sur les missions sociales si elles concernent des actions directes).

3 - Les subventions et autres concours publics

Les subventions reçues sont directement imputées sur les missions sociales pour lesquelles elles sont attribuées.

3.1 Subventions publiques :

- Etat : Agences Régionales de Santé (ARS), Direction Générale de la Santé, Ministère de la Santé...
- Régions et départements : Départements des Bouches-du-Rhône, de Seine-Saint-Denis, Conseil Régional d'Ile-de-France et PACA...

- Villes : Marseille, Bobigny, Paris.
- Autres.

4 - reprise sur provisions et dépréciations

Reprise de provisions et régularisations sur des opérations des exercices antérieurs, conformément au plan comptable.

5 - Utilisation des fonds dédiés

Règles d'affectation des ressources issues de la générosité du public aux emplois

Les ressources issues de la générosité du public sont affectées :

- aux missions sociales en France non subventionnées ;
- aux frais d'appel à la générosité ;
- aux missions sociales réalisées à l'étranger.

100% des frais de collecte sont financés par des dons.

➤ **Autres informations**

Informations sur l'utilisation des ressources affectées et non affectées

L'ensemble des ressources collectées auprès du public ont été utilisées en totalité au cours de l'exercice.

Contributions volontaires en nature

Sol En Si bénéficie de l'engagement bénévole de volontaires investis dans les missions sociales telles que : accueil petite enfance en crèche, gestion et distribution de lait et couches, accompagnement de famille, communication, gestion globale de l'association, banque alimentaire, etc. Le temps de bénévolat en 2024 a fait l'objet d'un suivi et totalise 4 040 heures.

Pour la valorisation du bénévolat, le taux horaire retenu est de 11,88 euros de l'heure majorée de charges sociales patronales, soit 13 % de charges sociales patronales. Cette base de calcul amène à une valorisation égale à : 54 234,58 €.

Calcul des réserves non affectés et non utilisés

L'ensemble des ressources collectées auprès du public ont été utilisées en totalité au cours de l'exercice.